

[Prénom][NOM]

[Adresse]

[Code Postal][Ville]

Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]

[Adresse Destinataire]

[Code Postal][VILLE]

Paris, le 27/06/2026

Objet : signalement d'un défaut affectant le logement loué et demande de réparation. Courrier recommandé avec accusé de réception.

Madame, Monsieur,

Je suis locataire du logement situé [adresse complète du logement], que vous me louez aux termes du bail signé le [date de signature du bail]. Depuis mon entrée dans les lieux, le [date de constatation du défaut], j'ai constaté un défaut qui affecte la jouissance normale de ce logement.

Il s'agit précisément de [décrire le défaut : par exemple barre d'appui de fenêtre descellée, infiltration d'eau, installation électrique défectueuse], situé dans [pièce concernée]. Ce désordre ne relève pas de l'entretien courant qui m'incombe : il touche à la sécurité et à l'usage même du bien, et revêt un caractère suffisamment sérieux pour que je vous le signale sans tarder.

En application de l'article 6 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 et de l'article 1721 du Code civil, vous êtes tenu de me garantir contre les vices et défauts de la chose louée qui font obstacle à ma jouissance paisible des lieux, même si vous les ignoriez lors de la conclusion du contrat. Je vous demande donc de faire procéder à la remise en état nécessaire dans les meilleurs délais, et de me confirmer par écrit la date à laquelle l'intervention pourra avoir lieu.

Afin de vous permettre d'apprécier la situation, vous trouverez joints à ce courrier [photographies datées du défaut], ainsi qu'une copie de [l'état des lieux d'entrée / du devis établi]. Je reste à votre disposition pour convenir d'un rendez-vous et faciliter l'accès au logement à l'artisan que vous mandaterez.

Je souhaite régler ce différend à l'amiable. Toutefois, je me permets d'attirer votre attention sur le fait que, sans réponse ni intervention de votre part dans un délai de [nombre de jours, par exemple quinze jours] à compter de la réception de la présente, je me verrai contraint de saisir la commission départementale de conciliation, puis, le cas échéant, le tribunal judiciaire compétent.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature